



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Gabon

Question au Gouvernement n° 4413

Texte de la question

SITUATION AU GABON

M. le président. La parole est à M. Olivier Faure, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Olivier Faure. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse au ministre des affaires étrangères. Je voulais évoquer la situation préoccupante au Gabon. Je sais que cette inquiétude est partagée par nombre d'entre nous, car le Gabon n'est pas pour la France un pays comme les autres. Les liens qui nous unissent sont profonds, et je devrais même dire que, pendant de trop longues années, la relation avec le pouvoir gabonais a légitimement alimenté la critique sur la Françafrique.

Aujourd'hui, chacun le sait, des présomptions de fraude massive pèsent sur l'élection présidentielle. Les résultats de la région du Haut-Ogooué sont éloquentes : le taux de participation dépasse les 99 %, et Ali Bongo a obtenu plus de 95 % des suffrages, score qui lui a permis de remporter la victoire officiellement.

Dans un pré-rapport de l'Union africaine, les juristes présentent les procès-verbaux de cette région comme « invraisemblables ». Au Parti socialiste, au Parti de gauche, à l'Union des démocrates et indépendants, des voix se sont élevées pour mettre en doute le résultat de l'élection et appeler à l'alternance. La France, par la voix du Gouvernement, monsieur le ministre, a elle-même émis des réserves fortes et franches, réclamé le recomptage des bulletins et s'est inquiétée de la disparition de certains opposants.

Par une pirouette saugrenue, Ali Bongo s'est essayé à dénoncer « un néocolonialisme des plus douteux » de la part de notre pays. La France n'a pas de candidat ; elle a des principes. La libre détermination des peuples et la démocratie sont des principes universels qu'elle partage avec l'Union européenne. C'est donc la voix de l'Union européenne que nous souhaiterions maintenant entendre pour ne pas donner le sentiment que nous nous impliquons de façon exclusive, une attitude qui n'est plus de notre temps.

Monsieur le ministre, que pouvez-vous nous dire sur le rapport final de la mission d'observation électorale de l'Union européenne, dont la publication a été une fois de plus reportée ? Comment entend-elle peser pour que soit respectée la souveraineté des Gabonais ? L'Afrique nous regarde. Continuons à lui adresser les bons signaux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international. Monsieur le député Olivier Faure, je partage vos inquiétudes, vos préoccupations. J'ai eu plusieurs fois l'occasion de l'exprimer. Il est vrai que la situation politique du Gabon nous préoccupe, notamment sur le plan sécuritaire. C'est pourquoi nous attendons, comme vous, avec beaucoup d'intérêt la publication du rapport final de la mission d'observation

électorale de l'Union européenne ; Il sera publié et j'espère qu'il sera l'occasion d'une évaluation précise des raisons qui ont conduit au doute exprimé quant aux résultats, et qu'il sera également utile pour avancer sur la façon de restaurer la confiance du peuple gabonais dans ses institutions électorales.

Nous devons cependant dire avec force, et vous l'avez rappelé, qu'au XXI^e siècle la France n'a pas à choisir à la place des Gabonais. C'est à eux seuls, avec l'appui de leurs partenaires, dont bien sûr la France, de trouver les moyens de sortir de la crise politique actuelle. C'est ce que nous disons à tous, non seulement au pouvoir en place, mais aussi à Jean Ping, qui a été reçu hier au ministère des affaires étrangères.

Car aujourd'hui il y a bien une crise politique, dont il faut pouvoir en sortir sans violence. La prochaine échéance, les élections législatives, représente à nos yeux une opportunité de le faire, mais encore faudrait-il que la date de ces élections soit fixée. Nous souhaitons qu'elle le soit dans les meilleurs délais. Nous formons le vœu que ces élections soient un moment démocratique pour le peuple gabonais, car des réformes politiques sont également possibles, souhaitables. C'est en tout cas le point de vue que nous défendons. La France est prête à appuyer tout effort international, bien sûr avec l'Union européenne, pour sortir de cette crise politique et permettre au peuple gabonais de retrouver confiance en l'avenir de son pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Faure](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (11^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4413

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [24 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [24 novembre 2016](#)